



Conseil de l'Union européenne
Secrétariat général
DG ORG - Direction Ressources humaines
La directrice

Aux Ambassadeurs

Représentants permanents des
États membres auprès de
l'Union européenne

(par courrier électronique)

Bruxelles, le **10 juin 2020**

**Objet: Détachement auprès du Secrétariat général du Conseil d'un(e) expert(e)
national(e)
Coordination de la lutte contre le terrorisme**

Réf.: END/4/2020

Madame l'Ambassadrice, Monsieur l'Ambassadeur,

La lutte contre le terrorisme continue de figurer au premier plan des préoccupations de la communauté internationale et de l'UE, et la charge de travail du Conseil en ce qui concerne cette importante question ne cesse de croître. Le détachement d'un des experts nationaux travaillant dans ce domaine étant arrivé à son terme, le Secrétariat général du Conseil doit recruter un(e) expert(e) national(e) détaché(e) qui assistera et conseillera le coordinateur de l'UE pour la lutte contre le terrorisme dans tous les domaines de la politique en la matière, qu'il s'agisse de dossiers intérieurs ou extérieurs, y compris en ce qui concerne les aspects des nouvelles technologies liés à la sécurité intérieure.

La durée du détachement est de deux ans et peut faire l'objet d'une prorogation pour une durée totale n'excédant pas quatre ans. En application de l'article 5 de la décision (UE) 2015/1027 du Conseil du 23 juin 2015 relative au régime applicable aux experts détachés auprès du Secrétariat général du Conseil et abrogeant la décision 2007/829/CE (OJ L 163 du 30.6.2015, p. 40), ce détachement pourrait, dans des cas exceptionnels, être prorogé pour une durée supplémentaire de deux ans.

La description du poste, qui détaille les qualifications et l'expérience requises, figure en annexe.

Les conditions du détachement, y compris les indemnités versées par le Conseil, sont fixées dans la décision (UE) 2015/1027 du Conseil. Conformément à l'article 2 de cette décision, les experts nationaux détachés doivent avoir la nationalité d'un État membre de l'UE.

Les États membres sont invités à proposer des candidats et candidates qualifiés pour ce poste.

Je vous saurais gré d'indiquer, dans les actes de candidature, le nom du ou des points de contact nationaux responsables pour chaque candidature. Les actes de candidature doivent être accompagnés d'un curriculum vitæ détaillant toutes les fonctions exercées jusqu'à présent et les diplômes ou autres titres obtenus, ainsi que d'une lettre de motivation.

Les réponses à la présente lettre doivent être transmises par courrier électronique, au plus tard **le 30 juin 2020 à 14h00 (heure de Bruxelles)**, à l'adresse suivante:

sne.recruitment@consilium.europa.eu

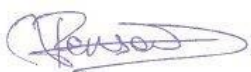
Le Coordinateur de l'UE pour la lutte contre le terrorisme et la direction des ressources humaines examineront conjointement les candidatures reçues, feront une première sélection et mèneront les entretiens.

L'autorité investie du pouvoir de nomination prendra une décision de nomination sur la base du résultat de la procédure de sélection. Le Secrétariat général du Conseil peut également décider d'utiliser la liste d'aptitude pour pourvoir, à l'avenir, d'éventuels postes vacants correspondant au même profil.

Si nécessaire, de plus amples informations peuvent être obtenues auprès du Secrétariat général du Conseil en s'adressant à M^{me} Christiane Hoehn (tél. +32 2 281 5380, adresse électronique: christiane.hoehn@consilium.europa.eu), Bureau du Coordinateur de l'UE pour la lutte contre le terrorisme.

Je vous prie d'agréer l'expression de ma haute considération.

Nathalie Pensaert



Annexe

**Expert(e) national(e) détaché(e) (END)
auprès du Secrétariat général du Conseil de l'Union européenne**

**Services rattachés au Secrétaire général
Coordination de la lutte contre le terrorisme**

Réf.: END/4/2020

Description du poste

A. Tâches et responsabilités

En tant que conseiller ou conseillère du coordinateur de l'UE pour la lutte contre le terrorisme (ci-après le "coordinateur"), l'expert(e) sera appelé(e):

- sous l'autorité du coordinateur, à prendre en charge la coordination des initiatives liées à la lutte contre le terrorisme et à la lutte contre l'extrémisme violent, notamment à l'égard des aspects des nouvelles technologies et de la transition numérique liés à la sécurité intérieure, des questions relatives à la coopération avec les entreprises de l'internet, du financement du terrorisme, mais également d'un certain nombre de pays et de régions tiers, notamment le Proche-Orient et l'Afrique du Nord;
- à recenser les domaines pertinents, à fournir un apport sur les questions de fond et à formuler des idées et à œuvrer avec les institutions de l'UE, les États membres et d'autres intervenants aux activités de mise en œuvre; à conceptualiser et préparer des ateliers sur les aspects des technologies de rupture liés à la sécurité intérieure;
- à se tenir informé(e) en permanence sur un large éventail de questions liées au terrorisme, aux technologies de rupture et à la transition numérique, notamment par des recherches et des lectures fouillées; à conserver dans le cadre de ses dossiers une vue d'ensemble des activités ayant trait au terrorisme qui font l'objet de travaux dans l'ensemble des instances et groupes du Conseil, ainsi que des évolutions en la matière à la Commission, au Service européen pour l'action extérieure et au Parlement européen; à participer aux travaux de groupes, le cas échéant;
- à assister à des réunions avec le coordinateur, y compris dans des pays tiers, ou - souvent- à y prendre part en son nom; à remplacer le coordinateur et à intervenir en son nom dans un contexte européen ou international; à s'exprimer souvent en public;
- à rédiger rapidement de nombreux documents d'orientation (y compris pour le Conseil), des discours et d'autres contributions écrites;
- à élaborer les aspects techniques et stratégiques/politiques d'un grand nombre de dossiers complexes et à conseiller le coordinateur à cet égard, à évaluer la mise en œuvre et à recenser les domaines où des progrès supplémentaires sont nécessaires;

- à gérer les dossiers de manière proactive, continue et autonome, en liaison avec les acteurs concernés, et à y apporter sa contribution sous la forme de commentaires, de propositions et d'idées nouvelles;
- à travailler en étroite concertation et coordination avec les institutions et agences de l'UE, les États membres, des pays tiers, des organisations internationales, le secteur privé, les milieux universitaires et des groupes de réflexion;
- à contribuer à l'établissement de relations étroites entre les hautes autorités chargées de la lutte contre le terrorisme dans leur pays d'origine et le coordinateur.

B. Qualifications et expérience requises

Critères essentiels

- Être titulaire d'un diplôme universitaire (niveau master)
- Avoir une excellente connaissance écrite et orale de l'anglais et une connaissance satisfaisante d'une autre langue officielle de l'Union européenne¹
- Posséder une expérience en matière d'élaboration de politiques ayant trait à la sécurité et/ou aux questions numériques
- Posséder une expérience/une connaissance du fonctionnement de l'UE dans le domaine de la sécurité (intérieure et extérieure) et/ou de la transition numérique et des technologies de rupture
- Avoir travaillé dans le domaine des relations internationales

Atouts

- Avoir travaillé avec des acteurs du secteur de la sécurité et/ou de la lutte contre le terrorisme au niveau national et international
- Avoir occupé un poste de haut niveau dans son pays d'origine et/ou à l'étranger
- Avoir travaillé dans un environnement international
- Posséder une expérience en rapport avec le Proche-Orient et/ou l'Afrique du Nord
- Posséder des connaissances en matière de lutte contre le financement du terrorisme
- Avoir une bonne maîtrise du français

¹ Les langues de l'UE sont les suivantes: allemand, anglais, bulgare, croate, danois, espagnol, estonien, finnois, français, grec, hongrois, irlandais, italien, letton, lituanien, maltais, néerlandais, polonais, portugais, roumain, slovaque, slovène, suédois et tchèque.

C. Dispositions et aptitudes requises

- Avoir la volonté et la capacité de travailler dans un environnement exigeant, politiquement sensible et caractérisé par une évolution rapide et une charge de travail importante
- Être en mesure de maîtriser rapidement les aspects à la fois techniques et politiques d'un large éventail de dossiers complexes et de fournir de manière proactive des conseils prospectifs
- Avoir une excellente aptitude à rédiger, à communiquer (à l'oral et à l'écrit) et à travailler en réseau
- Posséder une grande faculté de discernement politique
- Avoir le souci d'obtenir des résultats
- Posséder un sens aigu de l'initiative, de la créativité et de l'autonomie, ainsi qu'un sens développé des responsabilités
- Être disposé(e) et prêt(e) à voyager fréquemment à l'intérieur et à l'extérieur de l'UE, et notamment à se rendre dans des pays à haut risque
- Être capable de travailler efficacement au sein d'une équipe
- Avoir le sens de la discrétion
- Être titulaire d'une habilitation de sécurité SECRET UE. Cette habilitation de sécurité doit être obtenue par les candidats et les candidates auprès de leurs autorités compétentes avant le détachement auprès du Secrétariat général du Conseil. Sa validité doit couvrir toute la durée du détachement. À défaut, le Secrétariat général se réserve le droit de refuser le détachement en tant qu'expert(e) national(e).

D. Conditions générales

Être ressortissant(e) de l'un des États membres de l'Union européenne et jouir de tous ses droits civiques

Le Secrétariat général du Conseil applique une politique d'égalité des chances.

D'autres informations concernant la nature du poste peuvent être obtenues auprès de M^{me} Christiane Hoehn (+32 2 2815380 - christiane.hoehn@consilium.europa.eu), Bureau du Coordinateur de l'UE pour la lutte contre le terrorisme.